

Bachrack, Stanley D., *The Committee of One Million*, Columbia University Press, China Lobby Politics, 1976, 371 p.

Jean-René Chotard

Volume 8, Number 4, 1977

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700823ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700823ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Chotard, J.-R. (1977). Review of [Bachrack, Stanley D., *The Committee of One Million*, Columbia University Press, China Lobby Politics, 1976, 371 p.] *Études internationales*, 8(4), 660–661. <https://doi.org/10.7202/700823ar>

## LIVRES

### 1. COMPTES RENDUS

BACHRACK, Stanley D., *The Committee of One Million*, Columbia University Press, China Lobby Politics, 1976, 371p.

L'ouvrage de Stanley Bachrack s'inscrit dans la bibliographie abondante qui traite de la politique américaine à l'égard de la Chine au cours des dernières décennies. Son approche est cependant très originale puisqu'elle vise à analyser le groupe de pression qui réussit à faire établir et durer le boycottage des États-Unis à l'égard de la Chine.

Le Comité dont il est fait état est constitué en 1953. Il groupe des personnalités qui veulent réunir un million d'adhérents pour donner poids au mémorandum anti-communiste qu'elles remettent directement au président des États-Unis. L'histoire de ce mouvement commence, bien sûr, avant cette date, ou la fin de la guerre de Corée pousse seulement les partisans de la Chine traditionnelle à rechercher de nouvelles tactiques.

Dès le début du siècle, diverses personnes intéressées à la Chine avaient fondé l'*American Asiatic Association* : hommes d'affaires, citoyens américains d'origine chinoise, missionnaires etc. La Seconde Guerre mondiale intensifie leurs préoccupations et le *United China Relief* est formé. Dès ce moment, certains voient dans Chang-Kai-Chek un agent capable d'américaniser et de christianiser la Chine ; tel est le cas en particulier de Henry R. Luce, fils de missionnaire né en Asie et qui fait bénéficier les nationalistes d'une avantageuse couverture dans ses publications, *Time* et *Life*. Tous s'ingénient à contredire les rapports des diplomates ou des envoyés du président qui recommandent un gouvernement

d'union pour la Chine. Pour donner à leur souhait la vraisemblance d'une réalité, ils avancent l'hypothèse d'une vaste conspiration révolutionnaire et c'est pour sauver la Chine du communisme qu'ils préconisent le refus de toute entente avec l'équipe de Mao. Mais l'Amérique est plus concernée à l'époque par d'autres questions, par l'Europe en particulier, aussi les défenseurs de la Chine traditionnelle réussissent-ils à faire entendre leur voix surtout après 1950.

Bachrack montre bien la mise en place du groupe de pression qui s'organise à ce moment. Il laisse transparaître les mobiles de ses fondateurs ; curieusement, en effet, si les partisans de Chang restent actifs, ils cèdent l'initiative à des anticommunistes de principe. C'est l'un d'eux, M. Liebman qui, sous l'égide de l'ancien président E. Hoover, devient la cheville ouvrière du Comité des Un Million.

Pendant presque deux décennies l'objectif de cet organisme demeure intangible : maintenir l'isolement diplomatique et économique de la Chine. D'un bureau central à New York les responsables suscitent les contributions financières et mettent au point les stratégies selon le moment. L'une d'elles consiste à obtenir jusqu'à la fin des années soixante le soutien moral des deux Chambres de Washington. Ainsi, sénateurs et représentants des deux partis laisseront-ils en majorité inscrire leur nom sur les listes du Comité par crainte d'apparaître « mous sur la question du communisme ». Toute décision du Capitole qui viserait à assouplir la position américaine à l'égard de la Chine est alors enrayée. Au long des années, le Comité réactive au besoin les convictions chancelantes. En 1954, il se proclame surveillant de la conférence de Genève sur l'Indochine, puis accuse Pékin d'entretenir le trafic de la drogue pour faire rentrer des devises. Quelques années plus tard, il fait accréditer dans les *media*

la version sanguinaire de l'annexion du Tibet, etc. Les voix nuancées ne manquent pas à Washington, telle l'opinion du rapport Conlon qui, en 1959, suggère une normalisation réaliste des rapports avec la Chine ; mais le Comité garde acquise sa majorité et l'arrivée de l'administration démocrate en 1960 n'altère pas son contrôle.

Un second domaine d'action du groupe est la scène de l'ONU où il cherche à maintenir la mise à l'écart de la Chine : résultat obtenu facilement par le veto de la délégation américaine qui applique la diplomatie d'un gouvernement lui-même gagné au préalable. Les États alliés ou dépendants suivent et le vote annuel reste sans reprise.

Le Comité rencontre pourtant des limites sérieuses à son succès, malgré la diffusion de matériel de propagande, tel le film *China-Outlaw* en 1963 ; un sondage d'opinion publique révèle l'année suivante que 25% des citoyens américains ignorent que la Chine est dirigée par une équipe révolutionnaire. Mais la limite, voire la faiblesse principe du groupe de pression reste sa rigueur obtuse. Il se saborde lui-même en 1969 quand il constate que le nouveau président républicain dont les convictions anticommunistes sont bien établies opte pour le réalisme à l'égard de la grande puissance asiatique.

C'est donc un peu l'histoire de la mentalité de la guerre froide que l'auteur présente ici. Son étude surabondamment documentée constitue un dossier fort riche ; elle aurait gagné cependant à dépasser parfois la présentation trop seulement analytique des faits et des sources.

JEAN-RENÉ CHOTARD

Département d'histoire,  
Université de Sherbrooke

BELL, J. Bowyer, *Transnational Terror*, American Enterprise Institute for Policy Research, Washington, D.C., 1975.

Le prénomène du terrorisme international suscite les réactions les plus fortes et diverses chez les spectateurs de ces événements : l'horreur, la pitié envers les victimes ou l'approbation des auteurs, la crainte de sa propre sécurité. La force et la variété des réactions rendent difficile l'analyse du type en valeur dans les sciences sociales. Néanmoins, de même façon que les actes de terrorisme deviennent de plus en plus nombreux, ainsi l'étude de ces actes est une des industries de pointe du monde académique ; c'est un sujet de fort intérêt courant, et même rentable ; on trouve un marché pour des études du terrorisme chez ceux qui se sentent menacés. C'est parmi de telles études que se situe le *Transnational Terror* de J. Bowyer Bell, publié sous l'égide d'un organisme affilié au Hoover Institution : l'Institut des entreprises américaines pour la recherche politique. Le but principal de l'ouvrage est de décrire la mesure dans laquelle l'ordre international se trouve menacé par les activités des terroristes. Bien que Bell n'en précise pas la nature, l'ordre international paraît se résumer dans le maintien du *statu quo* et la garantie des conditions internes et externes qui permettront aux entreprises américaines la poursuite du commerce et des investissements internationaux.

Selon Bell, le terrorisme ne pose pas de problème, ni aux « gardiens de l'ordre » ni à ceux qui profitent de cet ordre. C'est la nature spectaculaire des actes de terrorisme et les reportages qu'en font les *media* qui ont donné lieu aux réactions exagérées. La plupart de ces actes sont des affaires internes, et ceux qui visent à attenter à l'ordre international sont aussi peu nombreux et aussi limités dans leur portée que les accidents de route. Selon Bell, ce n'est que rarement que les terroristes ont réussi, à la longue, à changer, ou même à troubler la vie internationale. Ses conseils se résument dans cette phrase : « les attaques sur l'ordre transnational... ne doivent pas être perçues comme des menaces à la vie du système, et peuvent être tolérées comme des calamités de la Nature. »